

LESLEY J. WOOD

# MATER LA MEUTE

La militarisation de la gestion policière  
des manifestations

suivi de *Le marché global de la violence*,  
par Mathieu Rigouste



LUX



LESLEY J. WOOD

# MATER LA MEUTE

*La militarisation de la gestion policière des manifestations*

*Traduit de l'anglais  
par Éric Dupont*

suivi de  
*Le marché global de la violence*  
par Mathieu Rigouste



© Lux Éditeur, 2015  
www.luxediteur.com

© Lesley J. Wood, 2014  
Titre original: *Crisis and Control: The militarization of Protest Policing*,  
Pluto Press, Londres, www.plutobooks.com

Conception graphique de la couverture : David Drummond  
Image de la couverture : Shutterstock

Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 2015  
Bibliothèque et Archives Canada  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN : 978-2-89596-204-5  
ISBN (ePub) : 978-2-89596-626-5  
ISBN (pdf) : 978-2-89596-826-9

Ouvrage publié avec le concours du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition, ainsi que du Programme national de traduction pour l'édition du livre, une initiative de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*, pour nos activités de traduction.

*À Sarah Vance qui voudrait que mon travail soit utile,  
et à Mac Scott, le plus utile des camarades*



## Liste des sigles et acronymes

ACCP	Association canadienne des chefs de police
ACLCL	Association canadienne des libertés civiles
ACLU	American Civil Liberties Union (association américaine des libertés civiles)
ACPO	Association of Chief Police Officers (Royaume-Uni) (association des chefs de police)
ACSCMO	Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre
AICP	Association internationale des chefs de police
AP	Association de la police de Toronto
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
BAC	Brigade anticriminalité (France)
BAV	Brigade des agressions et violences (France)
BDC	Brigade de direction en civil (France)
BDIEP	Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (Ontario)
BJA	Bureau of Justice Assistance (États-Unis) (centre d'aide pour la justice)
BNA	Brigade nord-africaine (France)
BSN	Brigade de surveillance de nuit (France)
BSVP	Brigade de surveillance de voie publique (France)
CCOP	Commission civile de l'Ontario sur la police
CCPC	Commission to Combat Police Corruption (New York) (commission pour la lutte contre la corruption policière)
CCR	Center for Constitutional Rights (États-Unis) (centre des droits constitutionnels)

CCRB	Civilian Complaints Review Board (New York) (comité de révision des plaintes du public)
CCRP	Centre canadien de recherches policières
CCSPO	Commission civile des services policiers de l'Ontario
CIA	Central Intelligence Agency (États-Unis)
CIEM	Centre intégré d'évaluation des menaces (Canada)
CN	chlorure de phénacyle (gaz)
CND	Convention nationale démocrate (États-Unis)
CNR	Convention nationale républicaine (États-Unis)
COBP	Collectif opposé à la brutalité policière
COINTELPRO	Counter-Intelligence Program (États-Unis)
COR	Community Oriented Response (Unit) (Toronto) (collectif pour la police de proximité)
CPC	Community Policing Consortium (collectif pour la police de proximité)
CPE	contrat première embauche (France)
CREL	Centre de recherche et d'études de la logistique de la police nationale (France)
CRS	Compagnies républicaines de sécurité (France)
CS	2-chlorobenzylidène malonitrile (gaz)
CSE	Centre de la sécurité des télécommunications (Canada)
CSP	Commission de la sécurité publique (Montréal)
CSPT	Commission des services policiers de Toronto (en anglais, TPSB)
CST	Centre de la sécurité des télécommunications (Canada)
CTSI	Centre technique de la sécurité intérieure (France)
DAS	Délégation aux affaires stratégiques (France)
DGA	Direction générale de l'armement (France)
DHS	Department of Homeland Security (États-Unis) (département de la Sécurité nationale)
DPO	Division de la planification opérationnelle (Montréal)
DPU	Dispositif de protection urbaine (France)
EISN	Équipes intégrées de la sécurité nationale (Canada)
EPU	Emergency Planning Unit (Toronto) (unité de planification des urgences, gestion des catastrophes)
FBI	Federal Bureau of Investigation (États-Unis)



FIG	Field Intelligence Groups (États-Unis) (bureaux locaux de renseignement)
FLETC	Federal Law Enforcement Training Center (centre de formation policier fédéral)
FLN	Front de libération nationale (Algérie)
FMI	Fonds monétaire international
FOP	Fraternal Order of Police (États-Unis) (ordre de la fraternité des policiers)
GICTI	Groupe d'intérêt canadien en technologie de l'interopérabilité
GIGN	Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (France)
GMR	Groupe mixte de renseignement (Canada)
GRC	Gendarmerie royale du Canada
GSI	Groupe intégré de la sécurité (Canada)
GTI	Groupe tactique d'intervention (Canada)
GQT	gestion de la qualité totale (en anglais, TQM)
HITRAC	Homeland Infrastructure Threat and Risk Analysis Center (États-Unis) (centre d'analyse du risque et de la menace aux infrastructures du département de la Sécurité nationale)
IAB	International Affairs Bureau (New York) (service des affaires internationales)
IFRI	Institut français des relations internationales
IP	Infrastructure Protection (Office of) (États-Unis) (bureau de la protection des infrastructures)
I&A	Intelligence and Analysis (Office of) (États-Unis) (bureau du renseignement et de l'analyse)
JNLWP	Joint Non-Lethal Weapons Program (États-Unis) (programme conjoint pour les armes non létales)
JTTF	Joint Terrorism Task Force (force opérationnelle conjointe contre le terrorisme)
LAPD	Los Angeles Police Department
LBD	lanceur de balles de défense
LOPSI	Loi d'orientation pour la sécurité intérieure (France)
LRAD	<i>long range acoustic device</i> (canon à son)
LSP	Loi sur les services policiers (Ontario)
MPD	Metropolitan Police Department (Washington, DC)

MPDC	Metropolitan Police of the District of Columbia (Washington, DC)
NCIS	National Criminal Intelligence Service (Royaume-Uni) (service national du renseignement criminel)
NIJ	National Institute of Justice (États-Unis) (institut national pour la justice)
NIM	National Intelligence Model (Royaume-Uni) (modèle de renseignement national)
NLG	National Lawyers Guild (États-Unis) (association nationale des juristes)
NPOIU	National Public Order Intelligence Unit (Royaume-Uni) (unité de renseignement de sécurité nationale)
NTAC	National Threat Assessment Center (États-Unis) (centre national d'évaluation de la menace)
NYCLU	New York City Liberties Union (association new-yorkaise des libertés civiles)
NYPD	New York Police Department
OAPSB	Ontario Association of Police Service Boards (association des commissions des services de police de l'Ontario)
OBNL	Organisation à but non lucratif
OC	oléorésine de capsicum
OCAP	Ontario Coalition Against Poverty (coalition ontarienne contre la pauvreté)
OEA	Organisation des États américains
OMC	Organisation mondiale du commerce
OPC	Office of Police Complaints (Washington, DC) (bureau des plaintes contre la police)
OPP	Ontario Provincial Police (en français, PPO)
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PBA	Patrolman's Benevolent Association (New York) (syndicat policier new-yorkais)
PCU	Public Control Unit (Toronto) (unité de contrôle de l'ordre public)
PERF	Police Executive Research Forum (forum de recherche des cadres de la police)
PIIT	Primary Intelligence Investigative Team (équipe principale d'enquête de renseignement)

POMS	Public Order Management System
POST	Police Officer Standards and Training (California Commission) (commission californienne sur les normes et la formation de la police)
POU	Public Order Unit (Toronto) (unité de maintien de l'ordre public)
PPO	Police provinciale de l'Ontario (en anglais, OPP)
PSN	Politique de sécurité nationale (Canada)
PSP	Partenariat pour la sécurité et la prospérité
PSU	Public Safety Unit (Toronto) (unité de maintien de la sécurité publique)
RAID	Recherche assistance intervention dissuasion (France)
SCRS	Service canadien du renseignement de sécurité
SCTIP	Service de coopération technique international de police (France)
SEFPO	Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario
SGOP	système de gestion de l'ordre public
SHAC	Stop Huntingdon Animal Cruelty
SOC	Specialized Operations Command (Toronto) (commandement des opérations spéciales)
SOD	Special Operations Division (Washington, DC) (division des opérations spéciales)
SP	Sécurité publique Canada
SPO	Service de police d'Ottawa
SPT	Service de police de Toronto (en anglais, TPS)
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
SQ	Sûreté du Québec
SWAT	Special Weapons and Tactics (États-Unis)
TMU	Threat Management Unit (Los Angeles) (unité de gestion des menaces)
TPS	Toronto Police Service (en français, SPT)
TPSB	Toronto Police Services Board (en français, CSPT)
TQM	<i>total quality management</i> (en français, GQT)

UES	Unité des enquêtes spéciales (Toronto)
UPP	Unité de police paramilitaire
ZAD	zone à défendre
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

## Introduction

**N**OUS SOMMES EN 2010 et je me trouve dans Allan Gardens, un parc situé à l'est du centre-ville de Toronto, au milieu d'un quartier soumis à un embourgeoisement rapide, la veille de la rencontre entre les chefs d'État des 20 pays les plus riches du monde (G20), l'événement que l'on surnommerait plus tard le « Sommet de l'austérité ». Des centaines de personnes de tous horizons (groupes d'étudiants, organisations communautaires, syndicats et communautés) font leur entrée dans le parc. Certaines viennent de maisons d'hébergement pour victimes de violence conjugale, d'autres de refuges pour sans-abri; il y a des travailleurs sociaux et des syndiqués, des étudiants militants, des parents avec leurs enfants, des punks, des coursiers à vélo, des membres de la South Asian Women's Rights Organization, des réfugiés iraniens, des travailleurs migrants, des anarchistes en tous genres, des socialistes et des sociaux-démocrates. La manifestation baptisée « *Justice for our communities* », qui s'est donné pour objectif de rassembler les organisations et représentants du milieu, veut profiter du moment pour faire le lien entre le Sommet du G20 et les revendications locales telles la justice pour les immigrants, la justice environnementale, l'accessibilité à des services de garde d'enfants abordables et la fin de la violence basée sur le genre, de la brutalité policière et de la marginalisation des pauvres – pour ne nommer que celles-ci. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la coalition qui coordonne la manifestation défend

une politique inclusive et complexe. Nous marchons sans avoir obtenu l'autorisation de la police.

J'ai assisté à un grand nombre des réunions de planification, mais à ce moment précis je suis en train de donner un coup de main aux communications en faisant le relais entre une équipe d'éclaireurs à vélo sillonnant le secteur et les militants qui tentent de guider le groupe dans les rues de Toronto, leur transmettant des informations sur les manœuvres de la police. L'itinéraire que nous prévoyons d'emprunter dans le secteur du centre-ville est flexible, mais il est prévu que le cortège fasse halte devant des sites qui symbolisent l'impact des politiques d'austérité du G20 sur nos collectivités – le quartier général de la police de Toronto, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, les bureaux d'un service d'assistance sociale, et ainsi de suite. Après avoir fait une pause devant chacun de ces bâtiments, nous allons tenter de nous approcher le plus possible de la clôture, haute de trois mètres, qui entoure le site où se tiennent les rencontres du G20. Nous sommes réalistes. Le centre-ville ayant été transformé en citadelle, nous savons très bien que la police nous bloquera. Nous avons donc l'intention d'être conciliants, car nous voulons que la manifestation soit pacifique; que les parents puissent y emmener des enfants. Si la police se montre agressive et que la possibilité qu'il y ait des arrestations se fait sentir, nous avons prévu de revenir au parc Allan Gardens pour l'occuper toute la nuit.

Les policiers fouillent les sacs de ceux et celles qui tentent d'entrer dans le parc pour se joindre à la marche. Les manifestants n'ont le droit d'entrer que s'ils se plient aux exigences de la police, qui leur demande de se débarrasser des bandanas, lunettes de protection et bâtons sur lesquels leurs pancartes sont agrafées. L'imposant périmètre de sécurité ne représente qu'une partie de l'opération policière la plus coûteuse de l'histoire du Canada. Les frais engagés dépassent le milliard de dollars pour les sommets du G8 et du G20 combinés, l'ampleur des montants dépensés est très clairement visible dans tout le centre-ville. Malgré tout, en dépit, ou peut-être à cause de la présence des forces de l'ordre, la foule des manifestants grossit

et, menés par des personnes handicapées, dont beaucoup se déplacent en fauteuil roulant, nous nous engageons finalement dans la rue. C'est alors que le commandant de la police annonce au militant désigné comme agent de liaison que ce moment a été choisi pour faire transporter la dépouille d'un soldat tombé en Afghanistan, et ce, pile en travers de notre route. Nous attendons donc, immobiles, que passe la procession et continuons.

Notre premier arrêt a lieu devant le quartier général de la police de Toronto. Les militants se serrent plus étroitement pour mieux entendre les discours. Soudain, une bagarre éclate et les policiers extraient de la foule un homme sourd, Emomotimi Azorbo. Les militants qui tentent de s'interposer sont frappés à la tête et aux bras à coups de matraque et repoussés à l'aide de boucliers. Azorbo et un autre militant sont arrêtés. La tension monte d'un cran. Les policiers ajustent leurs casques antiémeute. La tension monte toujours. Même les manifestants les plus sereins commencent à perdre patience. J'essaie, à l'aide de mon téléphone et d'une petite radio, d'obtenir une vision d'ensemble de la situation; je demande à d'autres agents de police ce que nous devrions faire. Personne ne le sait. Pour une raison qui m'échappe, assurer la sécurité des manifestants et arriver à destination nous semble désormais moins important que tenir tête à cette tentative absurde d'intimidation par les policiers. Finalement, nous tentons de faire avancer la foule dans la rue. Notre agent de liaison nous annonce que, selon le commandant de la police, nous serions autorisés à descendre l'avenue University, une avenue très large, jusqu'à la clôture de sécurité. Mais, tout à coup, les policiers casqués se mettent en rang, bouclier saillant, et nous bloquent le chemin. Il nous est impossible d'avancer davantage. De toute évidence, la police de Toronto semble adhérer au principe de « la diversité des tactiques ». Le commandant avec lequel nous parlons hurle dans sa radio et, de rage, donne un coup de pied dans une bouteille d'eau. La foule, dont l'avancée ne se contient pas, déferle dans les rues autour de l'hôpital, le seul chemin ouvert. Un jeu du chat et de la souris s'ensuit entre les manifestants, qui veulent se diriger vers le sud, et les policiers,

qui leur bloquent la route. Nous finissons par comprendre que nous sommes perdants. Résignés, nous rentrons au parc où nous passerons la nuit sans être dérangés par la police.

Le lendemain, nous apprenons que la police a arrêté 17 militants organisateurs au petit matin, les tirant pour certains de leur lit, pour d'autres de leur voiture. Tous sont accusés de complot et mis en détention préventive. Malgré tout, la grande manifestation prévue ce jour-là progresse dans les rues. Une partie des manifestants se détache du groupe pour tenter de s'approcher de la clôture qui entoure le site où se tient le Sommet. Voyant qu'ils en seront incapables, certains, aidés de passants, fracassent des vitrines; ils prennent également d'assaut et incendient trois voitures de police. Au cours des 24 heures qui suivront, les forces de l'ordre reprendront le contrôle de la ville en arrêtant par encerclement plus de 1 100 personnes, réalisant ainsi la plus grande arrestation de masse de l'histoire du Canada<sup>1</sup>.

Les excès auxquels se sont livrés les services de police pendant le Sommet du G20 ont attiré une couverture médiatique frénétique, suscité l'inquiétude de la population et engendré de multiples accusations, enquêtes et poursuites judiciaires. « Plus jamais ça », a-t-on entendu promettre. N'empêche que, depuis ce jour-là, la police de Montréal a arrêté plus de 3 500 personnes pendant la vague de manifestations étudiantes de 2012 et 2013 en opposition à la hausse des droits de scolarité, tandis qu'aux États-Unis et au Canada, le même sort a été réservé à des centaines de participants au mouvement Occupy ainsi qu'à un nombre significatif de manifestants du mouvement Idle No More\*, d'opposants aux pipelines, de militants en

---

\* Mouvement pour la souveraineté autochtone. Au Québec et au Canada, les premiers occupants du territoire nord-américain sont aujourd'hui généralement désignés sous le nom d'« Autochtones » (plutôt que d'Amérindiens, d'Indiens, d'Indigènes ou d'Aborigènes), et les peuples auxquels ils appartiennent sont appelés « Premières Nations » ou « peuples autochtones ». [Toutes les notes en bas de page, signalées par un astérisque, sont du traducteur. Pour les références bibliographiques et observations de l'auteure, on se reportera en fin d'ouvrage.]



faveur de la justice pour les migrants et d'opposants à la brutalité policière. Au cours de ces incidents, la police a encerclé les manifestants, c'est-à-dire les a « pris en souricière » pour les arrêter. Elle a aussi eu recours à des pistolets à impulsion électrique<sup>2</sup> de type Taser, des vaporisateurs de gaz poivre, à divers projectiles et à la diffusion de gaz lacrymogène. Parfois, elle a tout simplement harcelé les manifestants jusqu'à ce qu'ils abandonnent.

Il est clair que la gestion policière des manifestations dans les démocraties capitalistes, en plus de s'être militarisée, est devenue plus dépendante du travail de renseignement et des contrôles préventifs que par le passé. Bien que cette tendance ait été observée en Europe, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Amérique du Nord, le présent ouvrage s'intéresse à l'émergence de cette stratégie de gestion policière des manifestations dans les villes des États-Unis et du Canada de 1995 jusqu'à aujourd'hui. La thèse que je soutiens est que cette évolution de la stratégie policière est tributaire de la transformation néolibérale des systèmes politique, social et économique, et de l'influence que ces derniers exercent sur les organisations policières et leurs processus décisionnels. Je tente ici d'expliquer pourquoi les corps de police américains et canadiens ont, depuis 1995, incorporé à leur arsenal des armes sublétales comme les vaporisateurs de gaz poivre, le gaz lacrymogène et les pistolets Taser, de même qu'ils ont maintenant recours aux barrières et aux unités antiémeute. Je mettrai en lumière les circonstances qui ont mené à leur usage croissant contre les manifestants.

Tant au Canada qu'aux États-Unis, la gestion policière des manifestations a changé au cours des vingt dernières années. Aux systèmes de gestion de l'ordre public établi dans les années 1980 et 1990 se sont substitués, pêle-mêle : des barrières, une intensification des mesures policières coercitives, des négociations inconséquentes, une collecte généralisée et systématique de renseignements, ainsi que des services de police davantage axés sur la prévention et le renseignement<sup>3</sup>. Dans leur étude de la gestion policière des manifestations depuis

1999, Noakes et Gillham<sup>4</sup> proposent l'expression « neutralisation stratégique\* » pour décrire cette nouvelle approche dont ils soulignent les objectifs d'« interdiction préalable » et de dissuasion pour les militants perçus comme menaçants ou perturbateurs. Cette restructuration des modalités du maintien de l'ordre s'est effectuée en synchronie avec la restructuration néolibérale et la convergence des crises économique, politique (et écologique). Étudier l'émergence de cette stratégie de réduction des capacités de mobilisation et de réponse musclée aux manifestations permettra de mieux saisir les limites dans lesquelles l'action militante pourra se déployer au XXI<sup>e</sup> siècle.

Certains observateurs pourraient faire valoir que le « travail » des services de police a toujours été de frapper, de surveiller et d'arrêter les dissidents, et qu'en cela peu de choses ont changé au cours des cinquante dernières années. Les militants, tant au Canada qu'aux États-Unis accusent souvent les initiatives de renseignement pilotées par l'État (par exemple le programme américain COINTELPRO [Counter-Intelligence Program], conçu pour perturber les mouvements sociaux) d'être responsables de toute division interne ou échec de leurs mouvements. Or, les stratégies de gestion policière des manifestations ont considérablement changé depuis les années 1970. Même depuis 1995, de grands changements dans la « prise en charge » des manifestations et de la dissension sociale ont été observés. Selon les thèses les plus pessimistes, une nouvelle forme d'État policier, caractérisé par une absence totale d'obligation pour la police de rendre des comptes aux autorités politiques et à la population, aurait vu le jour depuis 1995. Aux yeux d'autres observateurs, cette militarisation du maintien de l'ordre constituerait une réponse à l'intensification des activités protestataires dans les pays du Nord, tandis que la neutralisation stratégique pratiquée par la police serait le symptôme de polarisations sociales croissantes susceptibles de se muer en action révolutionnaire. En tant que militante ayant participé à maintes manifestations au cours des vingt dernières années, et

---

\* On parle aussi d'« incapacitation stratégique ».

à titre de sociologue insatisfaite par les interprétations simplistes en matière de stratégie policière, je crois qu'il faut, si notre intention est de donner aux mouvements sociaux la capacité de résister à la domination de l'État et du monde des affaires, dépasser les explications primaires et porter un regard analytique sur les services de police, sur le processus décisionnel qui les caractérise et sur les forces qui les influencent.

Il s'agira, pour y parvenir, de définir la place occupée par les stratégies policières dans le contexte de la transformation néolibérale de l'État, un processus caractérisé depuis les années 1980 par une « marchandisation » accrue du social. Au cours des années 1990, de nombreux accords de libre-échange accompagnés d'une déréglementation de l'économie ont eu pour effet d'accélérer cette transformation, que la crise économique de 2008 est venue encore accentuer, surtout aux États-Unis. Ces changements se sont traduits par une déréglementation accrue, accompagnée d'une marchandisation des rapports et pratiques de gestion, de l'éducation, de la socialité et de la culture. Au Canada comme aux États-Unis, les gouvernements ont réduit les dépenses sociales tout en évitant d'encadrer les investissements et le commerce à grande échelle. Les grandes villes du Nord mondialisé sont devenues les foyers d'une économie financiarisée et d'un secteur des services qui la soutient, de telle sorte que leur population est de plus en plus composée de riches et de pauvres tandis que la classe moyenne les a désertées ou en a été écartée. Les entreprises du secteur manufacturier se sont réfugiées dans les villes de plus petite taille ou les banlieues tandis que les emplois du secteur public, de la santé et de l'éducation, autrefois stables, sont devenus précaires. Les politiques d'austérité ont contribué à creuser les inégalités de revenu entre riches et pauvres, transformant les villes à l'avenant. Comme l'explique Naomi Klein, les élites ont rapidement restructuré l'économie au détriment des plus pauvres et des marginaux<sup>5</sup>. La montée de l'influence des grandes entreprises et les compressions dans les dépenses publiques entraînent non seulement la transformation des systèmes politiques et économiques, mais aussi celle des systèmes

policiers. La privatisation accrue des services de maintien de l'ordre public, la disponibilité de nouvelles technologies et la récente mondialisation des réseaux policiers ont coïncidé avec l'évolution parfois contradictoire des stratégies policières, dorénavant plus militarisées, recentrées sur le renseignement et la police de proximité.

Dans le contexte de la transformation néolibérale, et plus spécifiquement depuis les attaques du 11 septembre 2001, les symboles et messages de peur et d'insécurité dominent la culture politique tant au Canada qu'aux États-Unis. Une plus grande part des dépenses gouvernementales est dorénavant affectée à la sécurité, aux services de police et à la défense, ce qui permet de détourner l'attention de la population des mesures économiques et politiques qui contribuent à concentrer la richesse entre les mains du centile supérieur. Ainsi, malgré une criminalité en baisse et en dépit de la méfiance que le public entretient à l'égard de la police, le maintien de l'ordre a vu son importance croître au sein des gouvernements et des systèmes économiques.

En 1990, le Solliciteur général du Canada a produit un document intitulé « Une vision de l'avenir de la police au Canada », dont les auteurs anticipaient déjà les effets qu'entraîneraient les coupures néolibérales sur les dépenses sociales et le maintien de l'ordre. Dans ce rapport, André Normandeau et Barry Leighton, tous deux criminologues, décrivent froidement l'intégration de l'économie canadienne à l'économie mondiale et les « perturbations à court terme dans le monde du travail » qui s'ensuivraient. Ils soulignent que « [l]e nombre de chômeurs peu instruits et sans qualifications augmentera dans les grandes villes, provoquant une hausse des infractions contre les biens et de la violence<sup>6</sup> », et décrivent le recours à la sous-traitance, les coupures de services et la désinstitutionnalisation des personnes. Les auteurs concluent que ces transformations auront une incidence sur le travail de la police : « On peut s'attendre à de plus grands troubles civils, un nombre croissant de groupes de la société se jugeant désavantagés<sup>7</sup>. » Pour faire face à ces changements, les auteurs préconisent

La sublétaleté, une industrie mondiale de la violence militaro-policière . . . . .	266
Special Weapons and Tactics (SWAT) et Brigades anticriminalité (BAC), la globalisation des raids militaro-policiers . . . . .	270
Nous faisons face à l'expansion d'un marché global de la violence . . . . .	280
<b>Remerciements pour <i>Mater la meute</i></b> . . . . .	285
<b>Notes</b> . . . . .	287



DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION  
« FUTUR PROCHE »

- Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), *Au bout de l’impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d’avenir*
- Gaétan Breton, *La dette. Règlement de comptes*
- Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste*
- Gaétan Breton, *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*
- Jean Bricmont, *L’impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d’ingérence, droit du plus fort?*
- Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir*
- Noam Chomsky, *Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI<sup>e</sup> siècle*
- Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*
- Chris Hedges, *La mort de l’élite progressiste*
- Chris Hedges, *L’empire de l’illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*
- Edward S. Herman et David Peterson, *Génocide et propagande. L’instrumentalisation politique des massacres*
- Institut de recherche et d’informations socio-économiques (IRIS), *Dépossession : une histoire économique du Québec contemporain. Tome 1 : Les ressources*
- Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*
- Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*
- Andrea Langlois et Frédéric Dubois (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*
- Linda McQuaig, *Les milliardaires. Comment les ultra-riches nuisent à l’économie*
- Luc Rabouin, *Démocratiser la ville. Le budget participatif : de Porto Alegre à Montréal*
- Sherene H. Razack, *La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l’espace politique*
- Jeremy Scahill, *Le nouvel art de la guerre. Dirty Wars*
- Astra Taylor, *Démocratie.com. Pouvoir, culture et résistance à l’ère des géants de la Silicon Valley*

